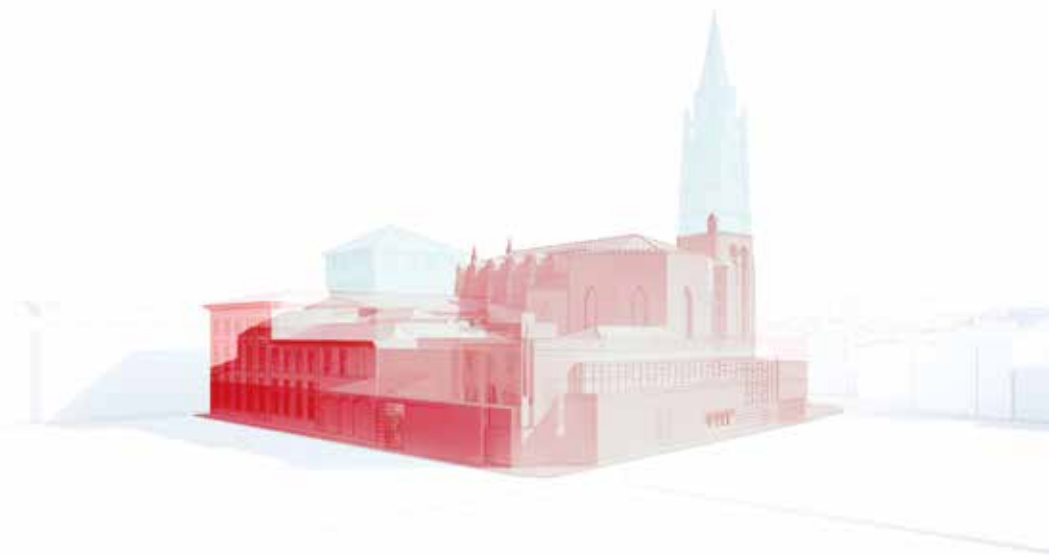
PATRIMOINE ET CRÉATION

DE L'HÔTEL SAINT-JEAN À LA DRAC

DIRECTION RÉGIONALE
DES AFFAIRES CULTURELLES
TOULOUSE



Publication de la direction régionale des affaires culturelles Occitanie.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Laurent Roturier, directeur régional des affaires culturelles.

COORDINATION ÉDITORIALE
Michel Vaginay, directeur du pôle patrimoines et architecture, Benoît Melon, chef du service architecture, espaces protégés et cadre de vie et Nathalie Texier, chargée d'études documentaires (Drac).

AUTEURS : Marie Angelé, Didier Deschamps, Pierre-Luc Morel, Jacques Munvez, Michel Vaginay, Bernard Voinchet, Dominique Watin-Grandchamp.

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES
Les clichés sont de Jean-François Peiré (Drac) sauf p. 49, 54, 62, clichés de Damien Aspe et p. 52, 53, 55, 56, 57, 58, 61, 63, 64, clichés de Philippe Ruault

INFOGRAPHIE : p. 32, 34, 35, 42, 43, 45, Éric Poucheret.

CONCEPTION GRAPHIQUE : Teddy Bélier

IMPRESSION : Art et Caractère

Tous nos remerciements à Isabelle Voirin pour sa contribution à la relecture des textes.

Cet ouvrage a été réalisé grâce à la généreuse donation de Madame Yvette Pouilhet à la Drac.

Diffusion gratuite

Dépôt légal : Décembre 2016

PATRIMOINE
ET
CRÉATION

PATRIMOINE ET CRÉATION

DE L'HÔTEL SAINT-JEAN
À LA DRAC

PRÉFACE

En juillet 2005, la direction régionale des affaires culturelles de l'ancienne région Midi-Pyrénées s'installait dans l'hôtel des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, un édifice majeur de l'histoire de Toulouse.

Après dix années de travail le projet voulu par l'État en 1996 avec l'achat de cet hôtel du XVIIe siècle et de ses bâtiments connexes des XIXe et XXe siècles trouvait ainsi une concrétisation remarquable.

Ce sont les services du ministère de la Culture qui ont conduit l'ambitieux programme de réhabilitation imposé par la vétusté de l'ancienne résidence des Hospitaliers en l'adaptant à son nouvel usage. Exigence dans la restauration patrimoniale des parties historiques, mesure et ambition dans la création architecturale contemporaine pour la partie à reconstruire, tels ont été les deux fils conducteurs du cahier des charges imposé à l'époque aux maîtres d'œuvre et à l'ensemble des corps de métiers qu'ils ont eu à coordonner.

Je me réjouis qu'aujourd'hui, les équipes de la direction régionale des affaires culturelles et les architectes choisis pour conduire le chantier se soient mobilisés pour nous donner à lire et à voir cet ouvrage qui retrace avec toute la rigueur et la sensibilité attendues, l'histoire des lieux et les grandes étapes du chantier, mais qui livre également une réflexion sur les partis architecturaux retenus. Je les en remercie chaleureusement.

Les pages qui suivent montrent que le pari difficile d'allier mémoire et projet, d'inscrire résolument la Drac dans la modernité sans rien sacrifier du riche patrimoine dont elle a hérité, a été tenu haut la main. Les usagers de l'institution et les visiteurs qui viennent chaque année en nombre découvrir ou redécouvrir les lieux à l'occasion des Journées européennes du patrimoine ou de telle manifestation culturelle peuvent en témoigner.

Pascal Mailhos
Préfet de la région Occitanie

AVANT PROPOS

Créées en 1977, les directions régionales des affaires culturelles sont, en région, l'échelon déconcentré du ministère de la Culture et de la Communication. Jusqu'en 2005, les services étaient, à Toulouse, dispersés dans plusieurs sites.

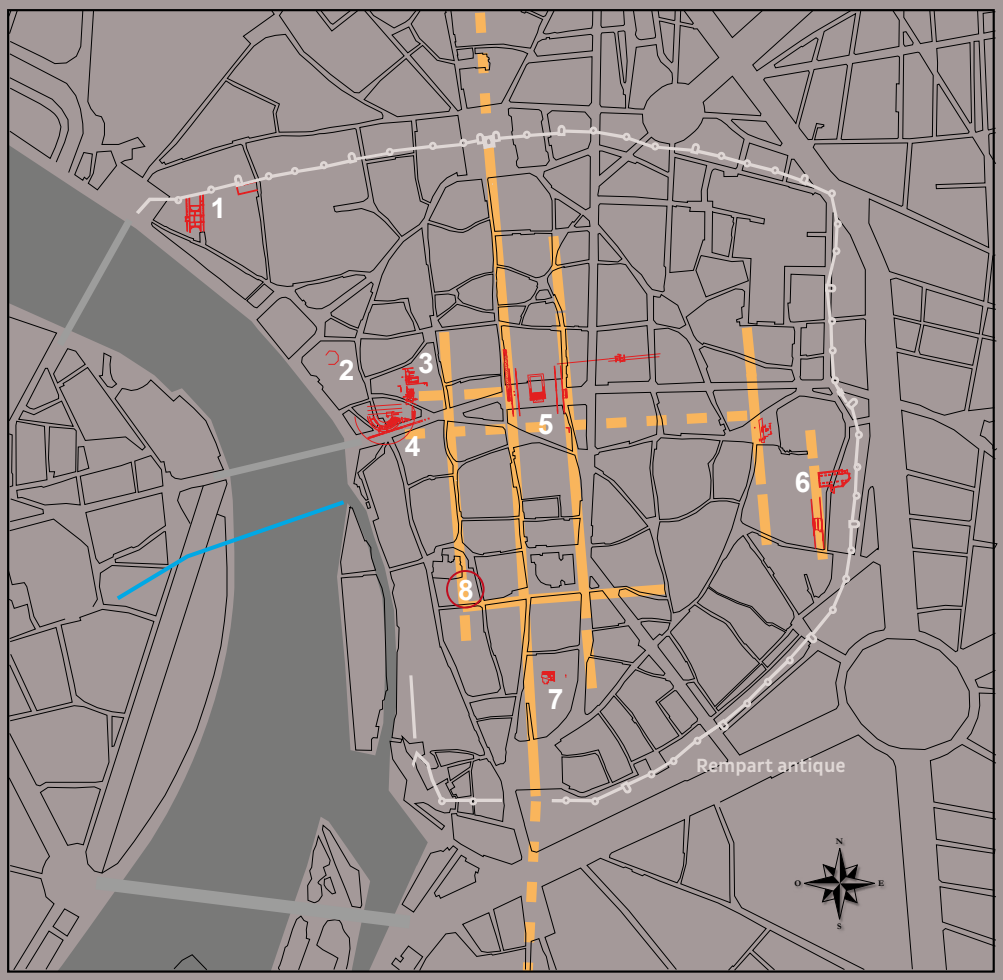
À l'issue de l'ambitieux programme de travaux qui nous est présenté dans les pages qui suivent, la direction régionale des affaires culturelles s'est trouvée enfin réunie sous un toit unique.

Je tiens à rendre hommage à l'ensemble des agents qui, entre 1996 et 2005 ont œuvré à la concrétisation de ce projet, à l'architecte en chef des Monuments Historiques Bernard Voinchet et à l'architecte retenu pour l'opération, Jacques Munvez. Ils ont permis d'offrir des conditions de travail d'une très grande qualité et à l'ensemble des usagers accueillis tout au long de l'année dans cet édifice, de bénéficier d'un patrimoine exceptionnel.

Depuis le 1er janvier 2016, la nouvelle Drac s'est mise en place à l'échelle de la grande région avec le siège à Montpellier et les locaux de l'ancien hôtel Saint-Jean qui conservent leur destination initiale voulue par le ministère de la Culture et de la Communication en constituant un site d'implantation de la Drac et en accueillant notamment la direction du pôle patrimoines et architecture.

Cette réalisation illustre pleinement ce que l'abbé Grégoire proclamait déjà en 1794 devant la Convention : *Les barbares et les esclaves (...) détruisent les monuments des arts ; les hommes libres les aiment et les conservent.*

Laurent Roturier
Directeur régional des affaires culturelles

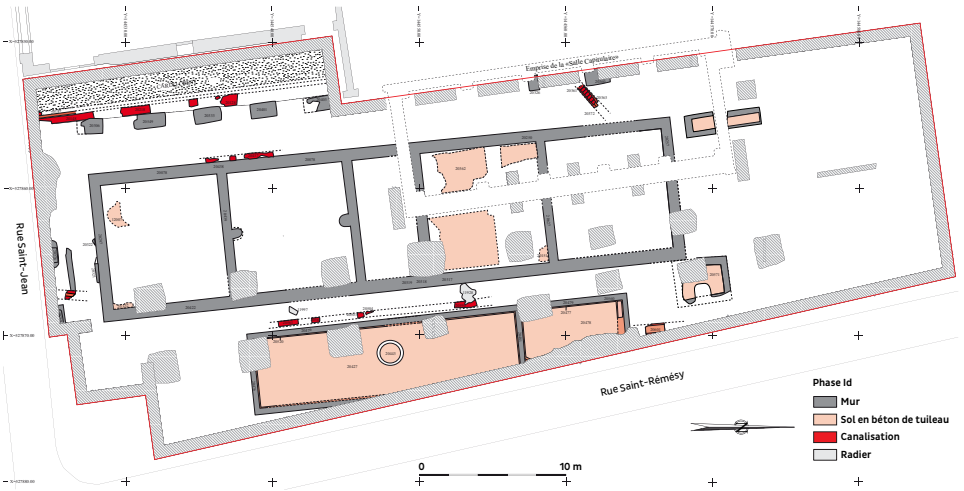


Plan de situation des vestiges antiques connus dans Toulouse.
1 : palais wisigothique - 2 : temple de la Daurade - 3 : *domus* - 4 : théâtre antique - 5 : forum et temple - 6 : rue et habitat - 7 : thermes - 8 : bâtiment antique de Saint-Jean.
DAO : F. Dieulafait, O. Gaiffe ; fond de plan © musée Saint-Raymond - musée des Antiques de la ville de Toulouse et services de l'Urbanisme de la Ville de Toulouse

VINGT SIÈCLES D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME

AUX ORIGINES : LA VILLE ROMAINE

Héritage de la science des géomètres romains du Ier siècle, le tracé rigoureux du *cardo* et du *decumanus* a donné sa forme actuelle à l'îlot de Saint-Jean. Le quartier, protégé par un rempart en bord de Garonne, s'étire entre la porte narbonnaise près de l'actuelle place du Salin, qui ouvrait la ville au sud et son cœur antique constitué par le forum, à Esquirol plus au nord. Les fouilles archéologiques menées sur la partie sud-est du site de Saint-Jean ont révélé la présence d'un édifice allongé, bordé de portiques et accompagné de bassins en cascade.



Plan du bâtiment antique partiellement fouillé sous le cimetière de Saint-Jean. © Inrap

Brique au chevalier
Les constructions sont réalisées en brique. Celle-ci, trouvée en fouille porte la représentation d'un chevalier en armes de l'époque romane.

NAISSANCE D'UNE COMMUNAUTÉ D'HOMMES ET D'UNE VOCATION FUNÉRAIRE

Après les siècles sombres du haut Moyen-Âge, un espace funéraire se structure au Xe siècle à l'est de l'église Saint-Rémi : il accueille une cinquantaine d'individus. Il perdurera jusqu'à l'époque moderne. L'église elle-même fait partie de l'enclos urbain. C'est une possession personnelle de la famille de Toset de Toulouse qui en fait don aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem pour faciliter leur ancrage territorial. Les Toulouse ont aussi des droits anciens sur l'église voisine de la Dalbade où l'Ordre dessert déjà un hôpital. À partir de la donation des Toulouse (1114-1116) les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem aménagent l'espace qui leur est dévolu, l'isolent de l'espace public et le dotent des structures de vie nécessaires au bon fonctionnement de leur communauté.

DES GESTIONNAIRES AVISÉS

Les gestionnaires de l'Ordre manifestent également leur pragmatisme économique en implantant un lotissement de sept boutiques sur l'actuelle rue de la Dalbade qu'empruntent les voyageurs et les pèlerins traversant Toulouse. La création d'une sauveté comtale, vers 1170, attire une population industrieuse

Aile sud du cloître remise au jour. Saint-Jacques en pèlerin peint sur l'enfeu de Pierre de Toulouse au milieu du XIIIe siècle.

dont on trouve trace tout au long de l'époque médiévale. Au nord de l'enclos, l'église Notre-Dame de la Dalbade échappe aux prétentions des Hospitaliers et rationalise son espace vital en procédant à des échanges de terrains au milieu du XIIe siècle. À partir de cette époque, chacun veillera jalousement sur les limites de sa propriété délimitée par un *androne*, petit espace libre entre les bâtisses encore visible aujourd'hui. Pierre D'Alzen, prieur des Hospitaliers, qui mène les négociations de délimitation, en 1157, fait preuve de compétences impressionnantes dans ce qu'il faut bien considérer comme les prémices d'un droit de l'urbanisme.

UN SUCCÈS GRANDISSANT AUX XIIIe ET XIVe SIÈCLES

Rien n'endigue la fièvre bâtisseuse qui remodèle les espaces intérieurs, enrichit les édifices et les augmente. Dans le prieuré, les lieux de vie s'ordonnent autour du cloître qui occupe l'espace central de l'enclos. De nouveaux prieurs, personnalités d'exception, œuvrent pour le succès de l'Ordre et traduisent son prestige dans la brique. Les archéologues ont remis au jour quatre enfeus qui illustrent parfaitement les talents des artistes auxquels la société féodale méridionale faisait appel pour leur dernière demeure. L'aura et les privilèges

Gisant féminin sculpté sur le couvercle du sarcophage d'une alliée de la famille de Toulouse. Fin du XIIIe siècle.

dont les Hospitaliers de Jérusalem bénéficient leur permettent d'accueillir des défunts célèbres : dépouille du roi Pierre II d'Aragon en 1213 et du comte Raymond VI en 1222 malgré son excommunication.

Entre 1315 et 1319, un imposant donjon crénelé est édifié au chevet de l'église qui a pris le vocable de Saint-Jean. Eminent fanal de brique, il signale la présence des Hospitaliers dans la ville et illustre leur puissance. Il abritait le « trésor » des Hospitaliers : chartes et revenus en numéraire. Des travaux de voûtement et de mise en peinture sont également réalisés dans l'église. Le prieur Raymond de Lescure commande la construction d'une chapelle en 1399, marque éphémère de sa fibre bâtisseuse. Fruit de la dévotion populaire locale, un petit oratoire, dédié à saint Rémy, est érigé à l'angle des rues Saint-Rémézy et Saint-Jean.

Vue cavalière de la ville de Toulouse par Collignon, 1642. Donjon de Saint-Jean au n° 14. © Schneider.

Le grand incendie qui dévaste une partie de la ville en 1463 marque un temps d'arrêt dans l'évolution du site. Les Hospitaliers se replient alors sur leur château de Fronton. Saint-Jean est quasi déserté et les bâtiments abandonnés alors que d'importantes campagnes de construction remodèlent profondément la physionomie du quartier. De riches logis de parlementaires affichent les innovations architecturales de la belle Renaissance toulousaine. Les Hospitaliers ne réintègrent Toulouse qu'en 1567, après la destruction de leur château par les Protestants.

Plan dressé en 1812 donnant un état des lieux avant la disparition des derniers vestiges médiévaux.
Le cimetière transformé en jardin, la tour au chevet de l'église, l'église Saint-Rémy devenue Saint-Jean, l'emplacement des boutiques médiévales qui se développaient sur la rue de la Dalbade et l'église de la Dalbade.

UN RENOUVEAU ARCHITECTURAL PRESTIGIEUX AU XVIIe SIÈCLE

Après de nombreuses vicissitudes en Méditerranée, les Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem obtiennent de Charles Quint la concession de l'archipel de Malte afin de garantir une présence militaire dans la région. Ils en prennent le nom et l'ordre des Chevaliers de Malte devient une puissance diplomatique reconnue en Europe. Les grands prieurs qui sont nommés en Occident assurent une présence sur les différents fronts de l'Ordre et ils ne résident qu'épisodiquement dans leur prieuré. Ils veillent pourtant, scrupuleusement, à y tenir leur rang. Paul-Antoine de Robin-Graveson, nommé à Toulouse en 1668, n'y déroge pas. Cet homme brillant entreprend de faire traduire dans l'architecture l'image de grandeur de son Ordre. Il impulse un vaste chantier qui remodèle profondément la physionomie du prieuré et lui donne son lustre actuel.

Inspiré des modèles romains, il est très vraisemblablement le fruit du génie de Jean-Pierre Rivals, architecte et peintre officiel de l'hôtel de ville de Toulouse, qui a parfait sa formation à Rome. Les noms des acteurs directs du

Façade de l'hôtel sur cour, aile sud et façade des écuries en fond de cour.

chantier, retrouvés dans les contrats de construction, sont également ceux de professionnels aguerris, célèbres dans le milieu toulousain : les maître-maçons Gabriel Cazes et Charles Daraxy, les sculpteurs de pierre Philibert Chaillon et Jean Ayriès dit Thurès qui ont déjà fait brillamment leurs armes dans la ville, en s'associant à Rivals sur le chantier de l'hôtel de ville.

Salle du chapitre au rez-de-chaussée de l'aile sur rue. Voûte peinte de rinceaux en grisaille, timbrée des armes du grand prieur François-Paul de Béon-Masses-Cazeaux.

Plafond peint portant le monogramme FPBMC.

Dans le projet de l'architecte, l'église et le donjon sont conservés alors que le cloître et le cimetière sont désaffectés et condamnés à disparaître. L'accès principal qui se faisait le long de l'élévation latérale de la Dalbade est mis en majesté au centre d'une façade à l'ordonnancement rigoureux. Les boutiques d'artisans, surmontées d'un logis, sont sacrifiées pour permettre à cette belle façade d'aligner ses trois niveaux sur la rue de la Dalbade. Sur la cour, une cage d'escalier est implantée dans l'angle formé par l'hôtel et l'église pour assurer le lien entre les deux édifices et assurer l'accès à la tour donjon. Cette disposition a permis la conservation de la partie de l'aile sud du cloître avec ses enfeus appuyés au mur nord de l'église. Les merlettes de pierre posées sur la corniche de la façade de l'hôtel, empruntées aux armoiries du prieur Robin de Graverson, témoignent de son rôle dans la construction de l'édifice.

En 1680, une deuxième phase de construction est impulsée par un nouveau grand prieur : François-Paul de Béon-Masses-Cazeaux. Les crédits nécessaires sont engagés à la suite des revendications des prêtres attachés à la communauté qui se considèrent logés de façon indigne. Reprenant la disposition traditionnelle d'un cloître, la cour est fermée à l'est par un bâtiment composé de luxueuses écuries voûtées, surmontées de chambres. Le décor porté du corps de logis principal est réalisé au même moment : il est daté par la présence des armes de Béon-Masses-Cazeaux qui alternent avec les lettres entrelacées de son monogramme.

D'UN MONDE À L'AUTRE

À la fin du XVIIIe siècle, malgré leurs espoirs, les chevaliers de Malte sont entraînés dans la tourmente révolutionnaire. Le grand prieuré de Toulouse est saisi et relégué au rang de « Magasin général de l'armée des Pyrénées », casernement de la « 10e cohorte de la légion d'honneur », en 1806, puis vendu par l'État en 1812.

La situation de ces bâtisses en cœur de ville et la commodité des cours intérieures, suscitent l'intérêt des négociants, notamment le citoyen Labourmène qui détruit les derniers vestiges du cimetière sur la rue Saint- Rémésy et rentabilise les locaux en les morcelant pour les louer comme « magasins », écuries et logements. Malgré les remontrances des amateurs de patrimoine, il entreprend la démolition de la tour-donjon, afin d'aménager des entrepôts de draperies.

Les marchants drapiers s'associent en 1826 pour constituer la « Compagnie de L'Hôtel Saint-Jean ». Dès 1827, leurs finances permettent l'agrandissement des espaces utiles à leurs activités. L'autorisation de construction d'un vaste bâtiment à l'angle des rues de la Dalbade et Saint-Jean signe l'arrêt de mort de l'église Saint-Jean. Les vestiges récupérés par Alexandre Du Mège, ardent défenseur du patrimoine, permettent de sauvegarder des chapitres de l'histoire du prieuré. À la suite de la découverte d'une crypte renfermant 150 crânes de

Vue sur une des grandes halles aux draps conservée et reconvertie en centre de documentation.

chevaliers décédés à Toulouse, il organise leur réinhumation solennelle dans la chapelle Nord de l'église de la Dalbade dédiée à Saint-Jean-Baptiste.

L'architecte de la Compagnie, Jean-Pierre Laffon, conscient de la qualité de la façade de l'Hôtel sur la rue de la Dalbade, la reproduit à l'identique pour le nouveau bâtiment à usage commercial. Alliant historicité et modernisme, il est le reflet parfait du goût néo-classique qui a imprégné cette génération d'architectes. Malgré la qualité des halles drapières qui sont mises en œuvre derrière la nouvelle façade écran, les marchands abandonnent les lieux, lorsque le commerce des draps devient moins florissant.

DES VICISSITUDES DU XXe SIÈCLE AU PROJET DE DRAC

En 1903, la Chambre de commerce de Toulouse ouvre une école qu'elle installe dans une partie des locaux de l'hôtel. Elle y réalise des travaux d'aménagement utilitaires et en devient propriétaire en 1913. En 1926, l'effondrement du clocher de la Dalbade met en émoi ses voisins. À Saint-Jean, des dépendances ainsi qu'une partie des halles du XIXe siècle, qui se prolongeaient sur la rue Saint-Rémésy, sont écrasées. La Chambre de commerce charge son architecte, Jean Valette, de conduire rapidement la reconstruction. Le chantier se poursuit jusqu'en 1927, par un traitement des façades sur cour.

En 1940, une campagne de travaux a pour but d'améliorer les circulations entre les ailes qui s'ordonnent autour de la cour et de diversifier les accès à l'école. Valette élève une nouvelle façade sur le square implanté au chevet de la Dalbade. La création de cet espace public s'inscrit dans la politique urbaine de Toulouse. Un accès complémentaire ouvre également les bâtiments à l'angle de la rue Saint-Rémésy et de la rue Saint-Jean. Les travaux s'échelonnent en campagnes régulières et formatent les bâtiments anciens pour la commodité de leur nouvel usage. Entre 1945 et 1947, Valette perce les murs du pavillon de l'escalier monumental de l'hôtel du XVIIe siècle pour y greffer une volée supplémentaire qui met en lien les bâtiments entre l'est et l'ouest. En 1953, un incendie ravage les locaux scolaires sur la rue Saint-Rémésy. Signe des temps, le nouveau bâtiment de salles de classe qui s'érige rapidement et « à l'économie » fait largement appel au béton. Il ne sera pas considéré comme une œuvre d'architecture remarquable et sa disparition ne soulèvera aucune indignation. En 1985, l'école abandonne les murs chargés d'histoire de Saint-Jean.

Le 31 octobre 1986, l'État, par l'intermédiaire de son ministère de la Culture reconnait l'intérêt historique, artistique et architectural du vénérable ensemble bâti en lui attribuant une première mesure d'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Mesure de reconnaissance et de protection qui a été suivie d'un classement le 25 octobre 1990. Afin d'uniformiser la protection, la commission nationale des monuments historiques a validé, en 2015, une proposition de classement d'ensemble.

La dernière étape d'évolution de cet ensemble prestigieux et emblématique de l'histoire toulousaine est constituée par l'installation de la Drac. Pour y loger ses activités et continuer l'histoire, il a fallu reconstituer le triumvirat ancestral : commanditaire, architecte et communauté d'occupants et réaliser, entre 1998 et 2005, un important programme de restauration et de création architecturale.

Dominique Watin Grandchamp

UN GRAND CHANTIER DE L'ÉTAT ET UN DÉFI AMBITIEUX

Lorsque dans les années 1990, j'occupais les fonctions de directeur régional des affaires culturelles à Toulouse, la Drac était dispersée sur trois sites différents dans la ville : les locaux de la rue du Taur étaient vieux, sombres, aussi peu fonctionnels que possible, le Service régional de l'archéologie et le Service régional de l'Inventaire étaient quelque part en ville dans des locaux guère plus reluisants. Le regroupement de l'ensemble des services représentait donc un enjeu majeur pour le bon fonctionnement de l'institution.

Les locaux de l'ancienne école de commerce de Toulouse avaient été achetés par le ministère de la Culture en 1996 pour y installer la Drac. Le pilotage de ce dossier complexe m'a mobilisé au quotidien pendant trois ans, du montage du concours d'architecte aux nombreux échanges pour finaliser le projet avec la maîtrise d'œuvre retenue. Les enjeux étaient nombreux et variés.

Comme souvent, le directeur qui doit gérer un chantier immobilier important se frotte pour la première fois à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage. J'ai dû me tourner vers de nouvelles lectures, austères, qui s'appellent la loi MOP et le Code des marchés publics. J'ai dû, dans un premier temps, trouver une vraie compétence sur qui m'appuyer : Ahmide Radi, en l'occurrence, un ancien de la première équipe des Grands Travaux. Un expert, aussi rugueux que rigoureux, en matière de maîtrise d'ouvrage.

Au ministère qui attendait depuis longtemps la concrétisation de ce dossier, il fallait présenter un projet solide, car il était clair que ce serait le dernier chantier d'installation de Drac : nous n'avions donc guère le droit à l'erreur !

Le personnel de la Drac attendait quant à lui la réalisation d'une promesse de nouvelle implantation, vieille de 10 ans. Il s'agissait non seulement de réunir les services avec l'objectif de les faire travailler ensemble, de « décloisonner » (pour reprendre le mot à la mode à l'époque), de générer des économies d'échelle grâce à des mutualisations, et - enfin - de donner aux agents non seulement un confort de travail incomparablement plus grand mais aussi la fierté de travailler dans un cadre digne du ministère de la Culture, ministère du patrimoine et de la création.

Autre enjeu sur un dossier d'une telle complexité : trouver une maîtrise d'œuvre compétente avec qui le dialogue soit extrêmement suivi, respectueux et confiant.

Avec une complication particulière puisqu'il s'agissait non seulement de restaurer et de réaménager de fond en comble le bâtiment XVIIe avec son aile XIXe (sur la rue Saint-Jean), mais également de concevoir un bâtiment neuf pour le troisième côté du quadrilatère (sur la rue Saint-Rémésy), l'église de la Dalbade formant le dernier côté. Autrement dit, il fallait faire travailler ensemble un architecte libéral et un Architecte en chef des monuments historiques.

Je pensais sur ce point développer un thème qui m'est cher : la vanité de ce qui ressemble parfois à une vraie guerre de religions, à savoir l'opposition patrimoine-création, comme s'il fallait à tout prix choisir son camp. La création d'aujourd'hui a vocation à être le patrimoine de demain. Je reste convaincu, pour ma part, que création et patrimoine peuvent cohabiter sans problème, soit dans une optique de complémentarité (comme c'est le cas ici), soit dans une confrontation franche et assumée.

Ici, nous avons échappé à ce duel d'ego car nous avons eu la chance d'avoir en Jacques Munvez et Bernard Voinchet deux architectes talentueux, intelligents, humbles au bon sens du terme et qui ont su, à chaque fois qu'un problème survenait, trouver des solutions respectueuses des prérogatives de l'un et de l'autre. Le dialogue avec eux aurait pu être un enfer, ce fut un pur bonheur : il n'est pas trop tard, j'espère, pour les en remercier.

Un dernier enjeu, sans doute pas notre préoccupation première mais pourtant important, relevait de l'urbanisme : il s'agissait rien moins que de « réparer » littéralement un quartier, ce pâté de maisons étant depuis plus de 10 ans une véritable verrue au cœur du quartier historique de Toulouse, l'hôtel Saint-Jean ayant même été un squat très fréquenté avant que le Préfet de l'époque, l'excellent et regretté Alain Bidou, ne le fasse évacuer, toutes les ouvertures étant alors murées avec « d'élégants » parpaings qui ont défiguré encore plus ce bâtiment déjà souillé par les tags.

Il a fallu ensuite faire aboutir le permis de construire avec la municipalité et affronter les interrogations, les incompréhensions des riverains de la rue Saint-Rémésy qui se réjouissaient de la vue dégagée après la démolition du très vilain immeuble des années 1950.

Enfin, il y a eu quelques surprises.

Nous avions prévu de construire un parking souterrain sous la grande cour, mais après quelques études et sondages, Jacques Munvez nous a fait part de son inquiétude : en décaissant profondément au pied des bâtiments anciens, et tout particulièrement sous le grand mur latéral de l'église de La Dalbade, il y avait un fort risque de décompression qui déstabiliserait ces bâtiments. Les archéologues ont également montré l'excellent état de conservation du cloître médiéval dont la conservation *in situ* s'imposait. Nous avons donc dû déplacer ce parking pour creuser sous le bâtiment démoli, mais avec des contraintes beaucoup plus fortes.

Dans le même temps, la découverte d'enfeus et de fresques médiévales d'une qualité exceptionnelle le long de l'aile sud du cloître a déclenché à Toulouse et dans tous les milieux d'historiens un enthousiasme qui a conduit à la mise en place d'un important programme de recherches historiques et archéologiques confié à une équipe de chercheurs de l'Université de Toulouse dirigée par Nelly Pousthomis. Les nombreuses connaissances acquises ont fort heureusement nourri le programme de restauration de l'hôtel Saint-Jean.

La troisième, qui n'aurait pas dû être une surprise compte tenu de l'histoire du site, a été la mise au jour d'une importante nécropole médiévale dont la fouille par les archéologues a généré une dépense supplémentaire non inscrite au budget initial de l'opération. Dépense tout à fait légitime au demeurant, a fortiori pour une administration qui a pour mission régalienne de faire respecter le code du patrimoine. Ce chantier devait être mené de manière exemplaire, et il l'a été par une équipe de l'Institut national de recherches archéologiques préventives d'abord dirigée par Didier Rigal puis par Pierre Pisani.

Je peux dire simplement en conclusion que ce chantier, extrêmement complexe, m'a passionné chaque jour. Je suis heureux d'apprécier aujourd'hui la qualité du travail effectué par les architectes et par mes successeurs : il a fallu encore six ans pour que tout le monde s'installe dans ces murs, pas plus, fort heureusement. Car il faut bien se dire qu'un chantier aussi ambitieux ne serait plus possible aujourd'hui, pour toutes les raisons que l'on peut imaginer.

Didier Deschamps

DE L'HÔTEL SAINT-JEAN À LA DRAC : MUTATIONS ET DÉBATS DÉONTOLOGIQUES

À l'instar de ces lointains ancêtres modifiant déjà les peintures pariétales de Lascaux ou de Vallon-Pont-D'Arc alors vieilles de quelques millénaires, les hommes n'ont cessé de transformer, de démolir, de prolonger, de juxtaposer, de restaurer, c'est-à-dire de réutiliser des architectures existantes. Bien entendu, suivant les âges, les mutations culturelles ou cultuelles, ces réutilisations ont pris des visages fort divers, depuis la plus grande douceur jusqu'à l'extrême radicalité.

C'est ainsi qu'à l'orée du XIIIe siècle, époque où advient ce que l'on appellera plus tard l'art gothique, le monde bouge. Si à cette époque de nombreux édifices antérieurs ont été soigneusement conservés, dans le même temps fleurissent les reconstructions totales ou partielles, par exemple d'églises, qui témoignent de modifications profondes de l'environnement existant. Si l'on y réfléchit, la plupart des monuments de pierre et de verre, couverts de plomb ou de cuivre que sont les cathédrales comme celle de Chartres, venaient alors, tels des OVNI, bousculer des paysages urbains essentiellement constitués de maisons modestes, souvent en terre et bois. On peut l'imaginer, ces mutations et ces différences suscitèrent d'un côté fiertés et croyances en l'avenir, de l'autre scepticismes ou rejets.

De multiples ensembles architecturaux -souvent parmi les plus fameux- sont issus d'évolutions générées par des réutilisations successives. Il en est ainsi du Mont-Saint-Michel où, depuis le VIIIe siècle se sont répétés modifications, démolitions, ajouts et stratifications, et cela non seulement jusqu'au XIXe siècle lorsque la statue de l'archange prenait place au sommet de sa flèche, mais aussi en ce début de XXe siècle avec la passerelle restituant l'insularité de la Merveille.

Depuis la révolution industrielle, les mutations dans la maîtrise du fer, du béton, du verre et l'invention de l'ascenseur, puis aujourd'hui avec l'avènement de l'informatique (utilisée autant pour optimiser la conception des projets que pour la fabrication des matériaux), nous vivons une mutation architecturale multiforme qui ne cesse de susciter enthousiasmes, tensions ou rejets pour ne pas dire plus.

Parmi les exemples phares, pour lesquels un quasi consensus s'est progressivement fait jour postérieurement aux polémiques les plus virulentes, on ne peut omettre de citer la tour Eiffel vilipendée par Victor Hugo lui-même, ou encore la pyramide du Louvre qui en son temps avait fait l'objet d'un avis négatif presque unanime de la Commission supérieure des monuments historiques ! Pour preuve que les regards peuvent évoluer.

Il nous faut analyser ces différents exemples de mutations et de juxtapositions architecturales réussies ou contestées, et parallèlement les innombrables constructions qui ont indubitablement dégradé les paysages urbains ou dits « naturels » ; car ces analyses peuvent nous garder de tout *a priori* ou de conclusions péremptoires s'agissant des évolutions architecturales et des constructions nouvelles. En effet, souvent ces dernières sont perçues à tort comme perturbant systématiquement leur environnement. Or ce ne sont pas les tailles démesurées des bâtiments nouveaux par rapport à l'environnement, que l'on ne supporte pas : la cathédrale de Strasbourg, celle de Toulouse ou encore la tour Eiffel sont là pour en témoigner. Ce ne sont pas non plus les différences de matériaux : la pyramide du Louvre ou bien l'Hôtel de Pierre dans une ville de brique comme Toulouse, sont là pour nous en convaincre. De même ce ne sont pas les différences de rythmes, de couleurs, de dimensions de baies ou encore

la présence ou l'absence de toitures (visibles ou non) qui rendent un nouveau bâtiment perturbateur et rejeté par tous : la visite de villes aussi diverses que Prague ou Barcelone illustre parfaitement ces évidences.

À bien y regarder et contrairement à ce que l'on a trop souvent tendance à croire, il faut rechercher la cause des conflits architecturaux ailleurs que dans des absences de ressemblance ou de similitude. Au passage remarquons que la recherche de ce que l'on appelle abusivement « intégration architecturale » encourage souvent l'indéfendable, c'est-à-dire le pastiche. De même, si les copies aboutissent parfois à l'excellence, comme pour la cour carrée du Louvre, elles constituent rarement un apport architectural décisif de la production de leur temps, ni un faire-valoir de l'architecture copiée. En ce sens, faut-il considérer la copie de la façade sur rue de l'hôtel Saint-Jean comme un apport décisif du XIXe siècle ou bien plutôt comme un élément perturbateur de l'œuvre de style classique qui, de fait, a perdu bien plus que son axialité affirmée d'origine ?

Mais alors, d'où proviendraient les conflits entre architectures existantes et nouvelles ? Assurément, ils découlent en grande partie de l'absence de dialogue entre ces dernières et l'environnement dans lequel elles sont disposées. En d'autres termes, il s'agit de l'incapacité d'un nouvel élément à « tenir » la place précise qui lui est assignée -et seulement cette place-, dans un lieu lui aussi précis. Le dialogue est ce qui permet d'avoir du sens pour l'environnement, c'est ce qui permet de respecter et de se faire respecter, tout en étant différent. C'est ce qui permet de vivre ensemble, avec des langages spécifiques, sans exclure l'autre.

Qu'en est-il de l'hôtel Saint-Jean ? De même que le lieu où il est érigé, ce monument a tout au long de son histoire connu d'une part des crises (disparition du quartier antique, quasi disparition de l'établissement médiéval dont ne subsistent que des enfeus peints, rude juxtaposition avec le mur plus qu'austère de l'église voisine, etc.) et d'autre part des évolutions plus douces comme en témoignent les façades juxtaposées autour de sa cour.

Ainsi l'hôtel Saint-Jean est un témoin exemplaire d'une histoire faite de hiatus et de confrontations fructueuses, aujourd'hui considéré comme un élément patrimonial de premier plan justifiant son classement parmi les monuments historiques. C'est cette histoire que nous avons essayé de poursuivre à l'occasion de l'installation de la Drac. Les ouvrages anciens pouvant être conservés

et restaurés ont fait l'objet du plus grand respect. À l'inverse les ouvrages manquants, ont tous dû être remplacés par de nouveaux qui étaient indispensables pour pérenniser le monument, satisfaire la vie des futurs « habitants » de la Drac, et témoigner de ce début de XXIe siècle.

Mais ce faisant avons-nous suivi la charte de Venise ? Celle-ci a été pensée il y a un demi siècle au moment où des destructions massives et incontrôlées dues précédemment à la guerre puis aux multiples mutations urbaines qui apparurent alors dans un grand nombre de pays. Elle a permis de définir les orientations que toute restauration sensée devrait suivre. Mais aujourd'hui sachant que les objets patrimoniaux se sont multipliés et diversifiés de façon exponentielle, que la protection du patrimoine est devenue une réelle préoccupation partagée, et que les mutations actuelles sont certainement parmi les plus radicales que le monde ait connues, ne faut-il pas réactualiser notre vision de la conservation et de la réutilisation des monuments ?

En ce domaine deux grandes questions se posent au-delà du fait que chaque monument est unique et doit faire l'objet d'une approche spécifique, surtout pas dogmatique. Premièrement et plus que jamais c'est une illusion de croire qu'une restauration peut « figer » un monument. Changer d'importants volumes de pierres et de briques altérées, placer des tirants même astucieusement dissimulés, utiliser des patines pour rétablir la lisibilité de l'architecture..., tout cela, qu'on le veuille ou non, a fait évoluer l'hôtel Saint-Jean, bien que l'ouvrage ait été confié à des compagnons aux mains expertes. Deuxièmement, il a été nécessaire de réaliser de nouveaux ouvrages pour remplacer ceux qui avaient totalement disparu. Il en a été ainsi pour établir les sols du rez-de-cour : si pour ceux-là nous avons opté pour des matériaux « naturels », pierres et galets, leurs

mises en œuvre se sont clairement et volontairement démarquées de celles utilisées dans les siècles antérieurs car il était hors de question de faire du « faux vieux ». De même, pour les fermetures des portes de la grande salle voûtée dont ne subsistait aucun témoin, nous avons recherché le dialogue avec l'architecture existante d'une part en plaçant des vantaux totalement vitrés qui reflètent le monument tout en le laissant voir, et d'autre part en réalisant des châssis en acier oxydé dont la matière répond de façon renouvelée aux teintes si prégnantes de la brique. Il fallait analyser les spécificités de ce monument pour le respecter, être fidèle à sa vie très riche et le prolonger par des apports nouveaux qui tout en témoignant de leur temps, acceptent un regard croisé avec l'existant.

Aujourd'hui, dix ans après la fin des travaux, si nous avions à conduire un tel projet, ne serait-il pas souhaitable que des ambitions nouvelles permettent d'aller plus loin encore, afin de mieux répondre à ce qui me paraît constituer l'essentiel d'un tel monument, à savoir : être le « fruit » d'une créativité germant continûment depuis l'origine, sachant que ce fruit est autant « esprit » que matière. En ce début de siècle, être fidèle à l'esprit des architectures anciennes plus encore qu'à leur matérialité suppose des évolutions de doctrine.

Bernard Voinchet

COMPRENDRE POUR CRÉER

Plus qu'en tout autre domaine, l'architecture renvoie inévitablement à la notion de temps. Un temps nécessairement long pour qu'une réalisation nouvelle trouve sa place, soit assimilée, ingérée. C'est le temps de la compréhension qui éclaire et qui révèle.

Dix ans n'est sans doute pas une échelle de temps suffisante pour fonder une véritable critique, pour dépasser l'incontournable période de purgatoire imposée à chaque nouveau bâtiment.

Dix ans ne constituent sans doute pas non plus un délai suffisant pour prétendre avoir atteint le seuil de respectabilité historique requis pour résister aux adaptations inappropriées, synonymes de dégénérescence du projet. « Le temps qui magnifie et qui abîme », qui façonne l'épaisseur de la ville par adjonction, superposition, recomposition, transgression, conservation, ...

Les villes se sont construites ainsi et leur beauté résulte précisément de cette stratification des cultures.

Cette idée de l'architecture et de la ville constitue le matériau principal du projet conçu en 1996 lors du concours lancé par la direction régionale des affaires culturelles de Midi-Pyrénées dans l'hôtel des Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, un hôtel qui fait mémoire à Toulouse depuis le XIe siècle, un monument traumatisé par ses occupations successives, déserté, dévasté dans son histoire la plus récente.

Pour son implantation nouvelle, le ministère de la Culture ne pouvait laisser passer l'occasion de réaliser ici une opération qui alliait valeur d'usage et valeur historique, une véritable opération de développement urbain pour redonner vie à un quartier profondément sinistré depuis le départ des occupants de l'hôtel Saint-Jean.

Recycler dans notre actualité technique, réglementaire, architecturale ce monument pour y aménager des espaces de travail correspondant aux normes de confort des bâtiments tertiaires d'aujourd'hui, tel était le défi proposé aux concurrents par le programme du concours d'architecture.

Dans un premier temps, la restauration-restitution de la partie historique permettait de redonner une lecture claire et authentique de l'ordre originel par le curetage de l'îlot débarrassé des constructions parasites, le bouchement de

très nombreuses ouvertures et arcades adventices, la remise à niveau des sols chamboulés au gré des utilisateurs successifs.

À cette restauration de la partie historique était associée une recomposition de l'ordre urbain par la construction d'un bâtiment formant enceinte sur les rues Saint-Jean et Saint-Rémésy ; ainsi le caractère introverti de l'hôtel se trouvait préservé, le caractère urbain de l'îlot conservé.

Cette greffe soigneusement tenue à distance des bâtiments historiques par le jeu des cours et atrium contribuait à la clarification de l'histoire architecturale du site. Le chevet de l'église de la Dalbade se trouvait ainsi dégagé, rendu au regard des passants.

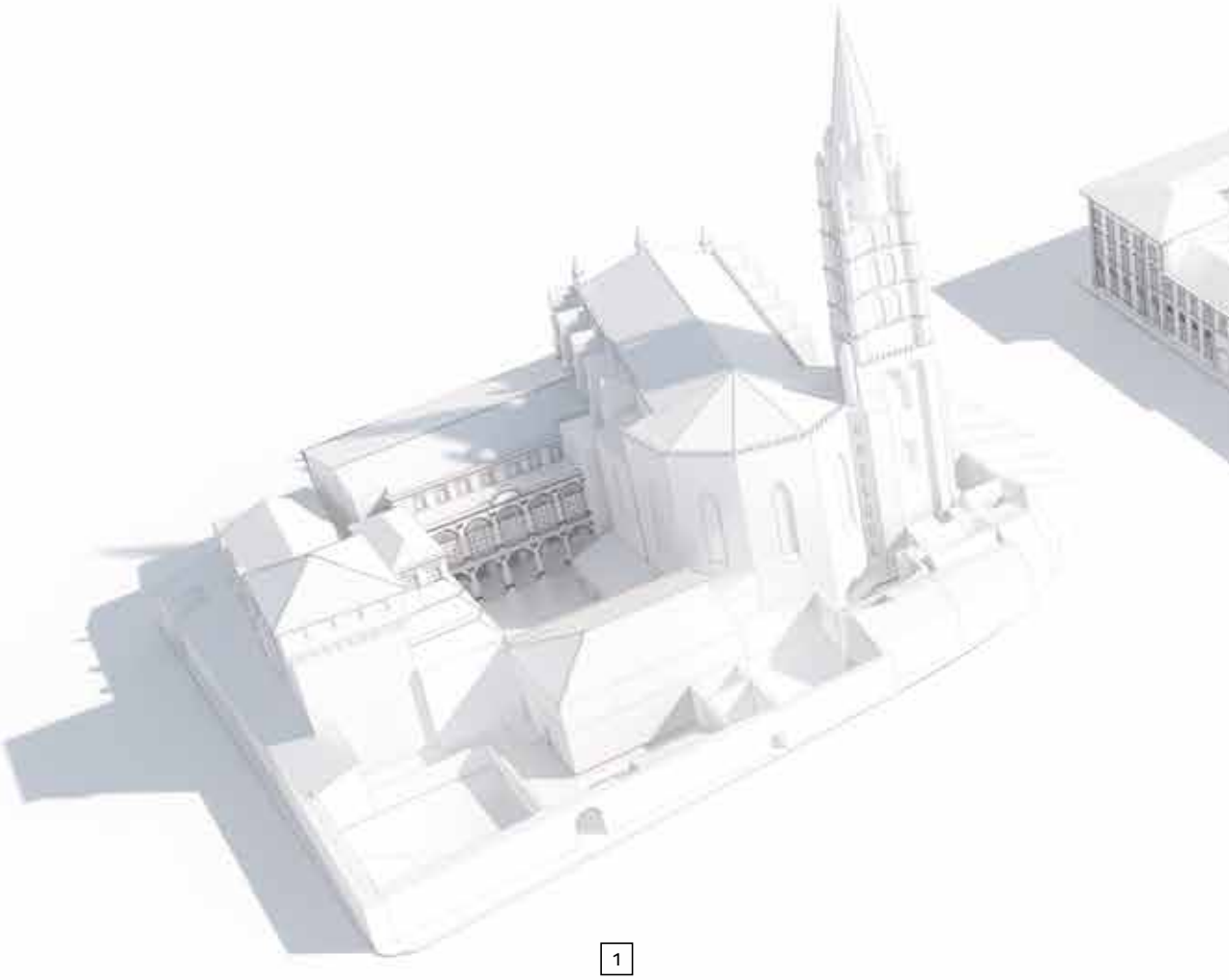
Autre enjeu du projet, la recherche de l'écriture architecturale la plus juste sur ce site historique sous surveillance. Les principes directeurs étaient de ne pas céder à la tentation d'un quelconque mimétisme qui aurait eu pour effet de caricaturer, voire même « d'abâtardir » l'architecture historique, de ne pas céder davantage à la tentation d'un exhibitionnisme inutile, d'un affrontement avec l'ordre existant.

Au final, les maîtres d'œuvre se sont efforcés d'adopter une écriture simple, parfois minimale, en portant une attention particulière au dessin et à l'exécution des détails, une intervention pesée, mesurée, sans décors superflus ni couleurs éphémères. Une écriture dépouillée au service de la puissance de l'expression de l'esprit des lieux, grave et austère.

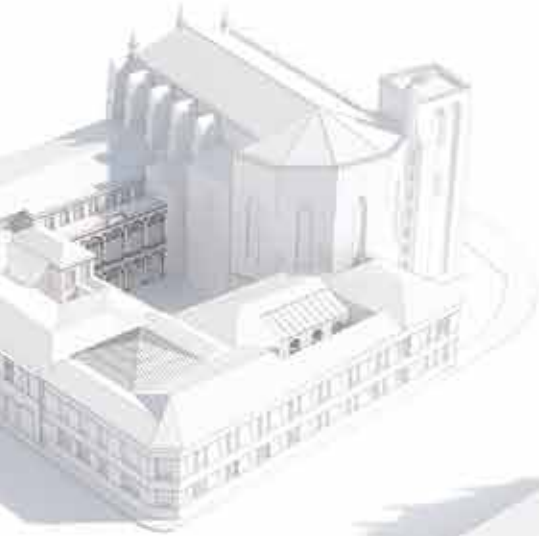
> Adopter les mêmes matières et matériaux pour les aménagements intérieurs de chacune des trois strates historiques (XVIIe, XIXe et XXe siècles) était une façon de faire disparaître la frontière entre architecture morte et architecture vivante, pour ne pas dire entre architecture respectable parce que validée par le temps et architecture jugée trop souvent malséante parce que construite dans son temps.

Maître d'ouvrage et architectes ont voulu manifester que ce siècle existait, même dans le centre historique de Toulouse, et qu'il y avait « droit de cité » ; pour cela, le nouveau siège de la culture était en soi un projet symbolique.

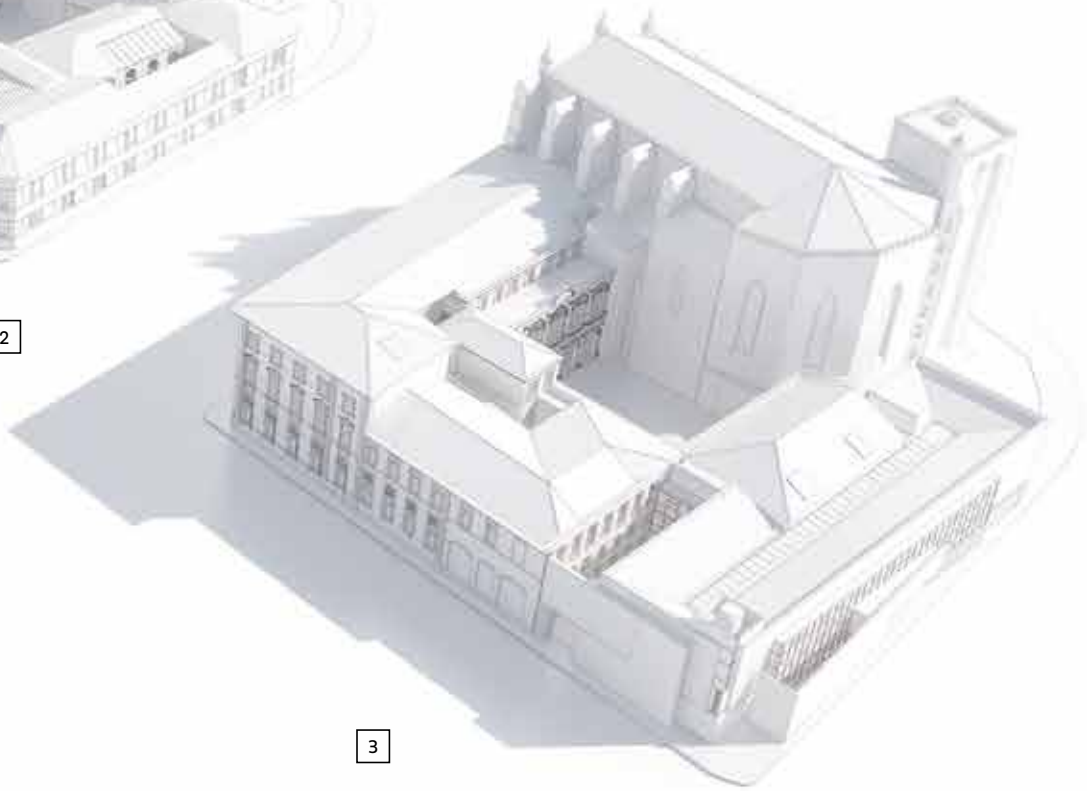
Jacques Munvez
Munvez Castel Morel architectes



1



2



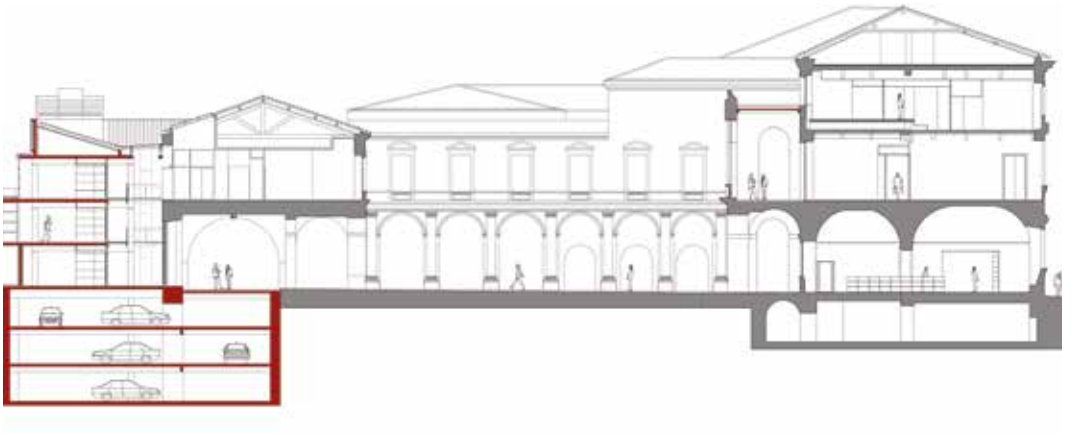
3

1/ État au XVIIe siècle.
2/ État au XXe siècle.
3/ État actuel.

État avant démarrage des travaux. En haut la facade sur cour. En bas côté square de Gorsse.

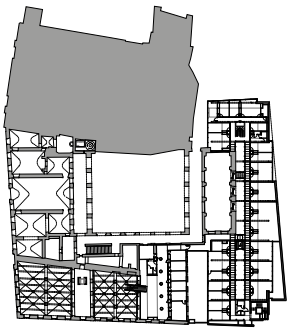
La grande galerie.

Atrium de l'aile Saint Jean.

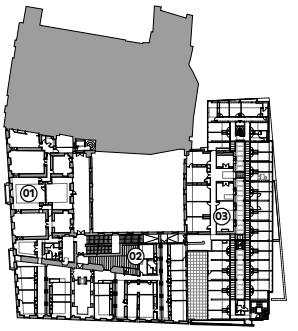


Les galeries de la cour d'honneur restituées dans leur fonction de circulation et de déambulation, irriguent le projet ; c'est l'axe principal des circulations publiques qui dessert par priorité deux atriums qui structurent fortement l'organisation spatiale et fonctionnelle de la Drac.

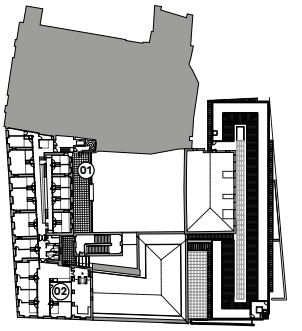
Traversés par des ascenseurs panoramiques, aisément repérables depuis les galeries de la cour d'honneur, ces « halls verticaux » desservent la totalité des services du programme, offrant ainsi une lecture immédiate de leur implantation dès le niveau d'arrivée.



Niveau entresol

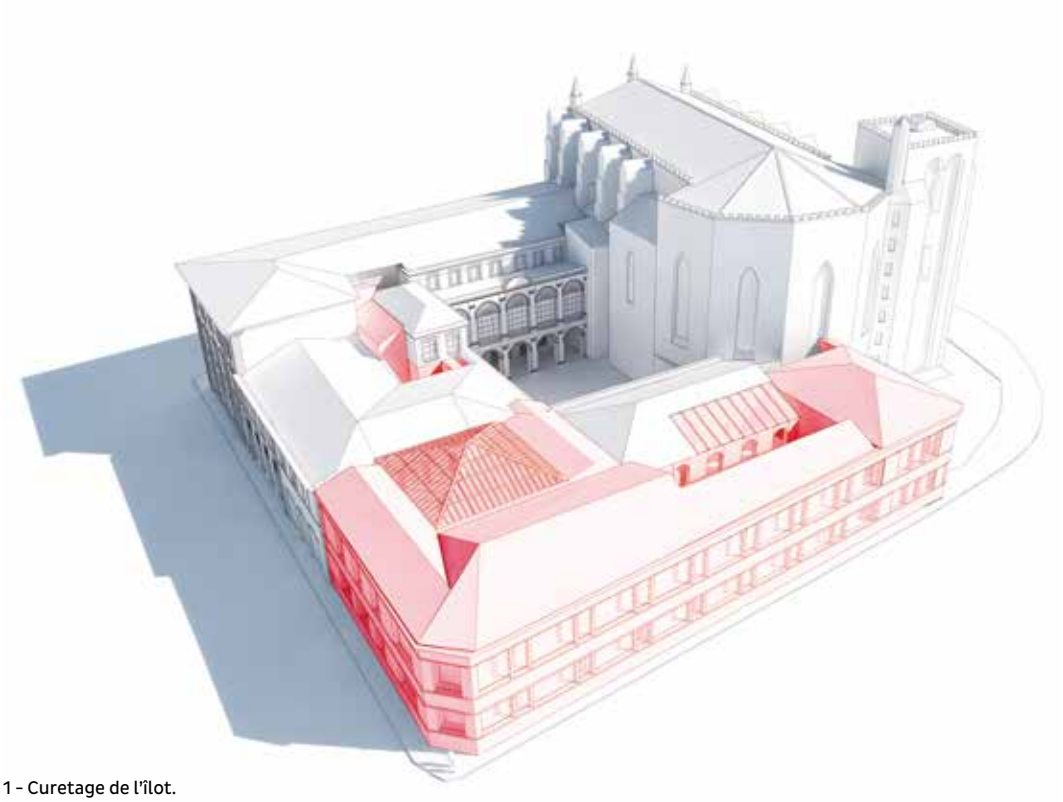


Niveau R + 1
01 Réunion
02 Terrasse des enfeus
03 Réunion

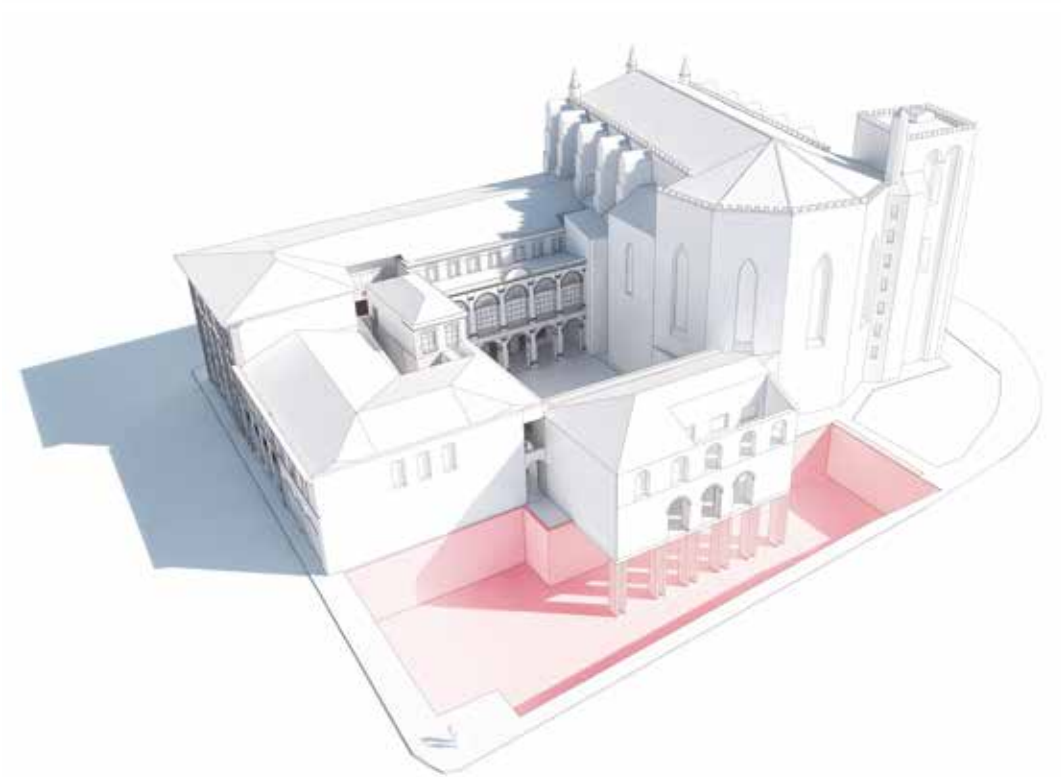


Niveau R + 2
01 Terrasse
02 Réunion

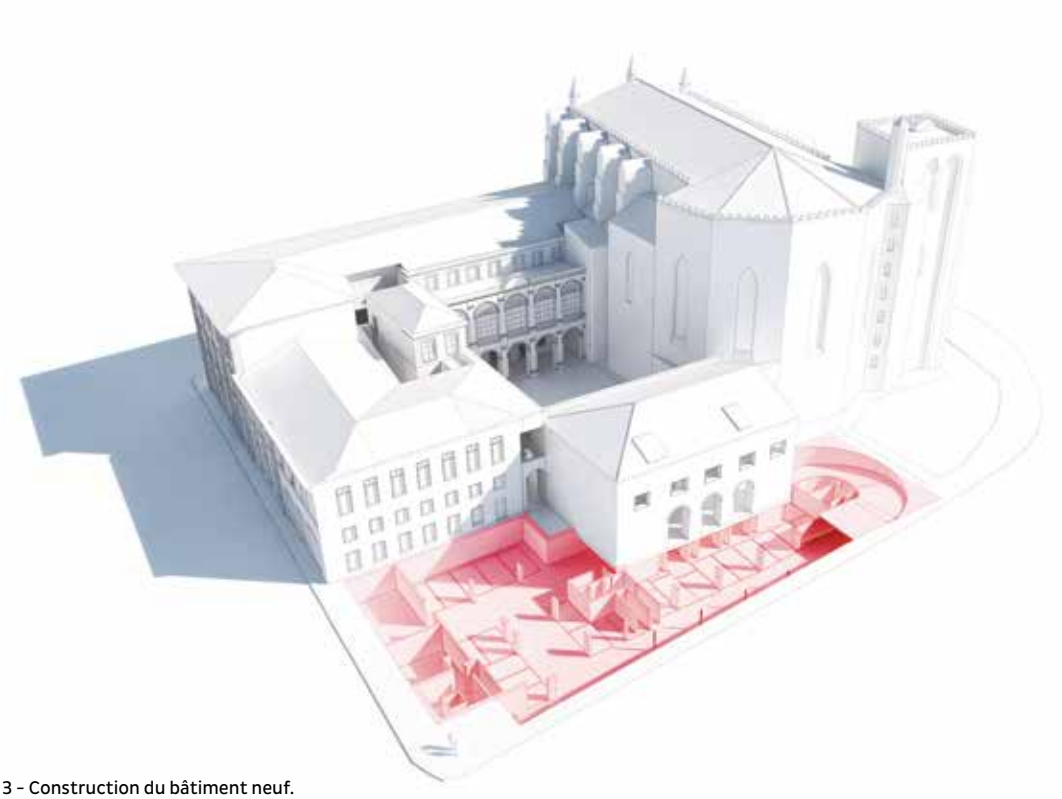
Vue en plan du niveau rez-de-chaussée
01 Porche de l'entrée
02 Accueil
03 Cour d'honneur
04 Salle de réception
05 Centre de documentation
06 Atrium ancien
07 Enfeus
08 Cour de service
09 Atrium neuf
10 Jardin archéologique
11 Accès parkings
12 Détente / Logement de fonction



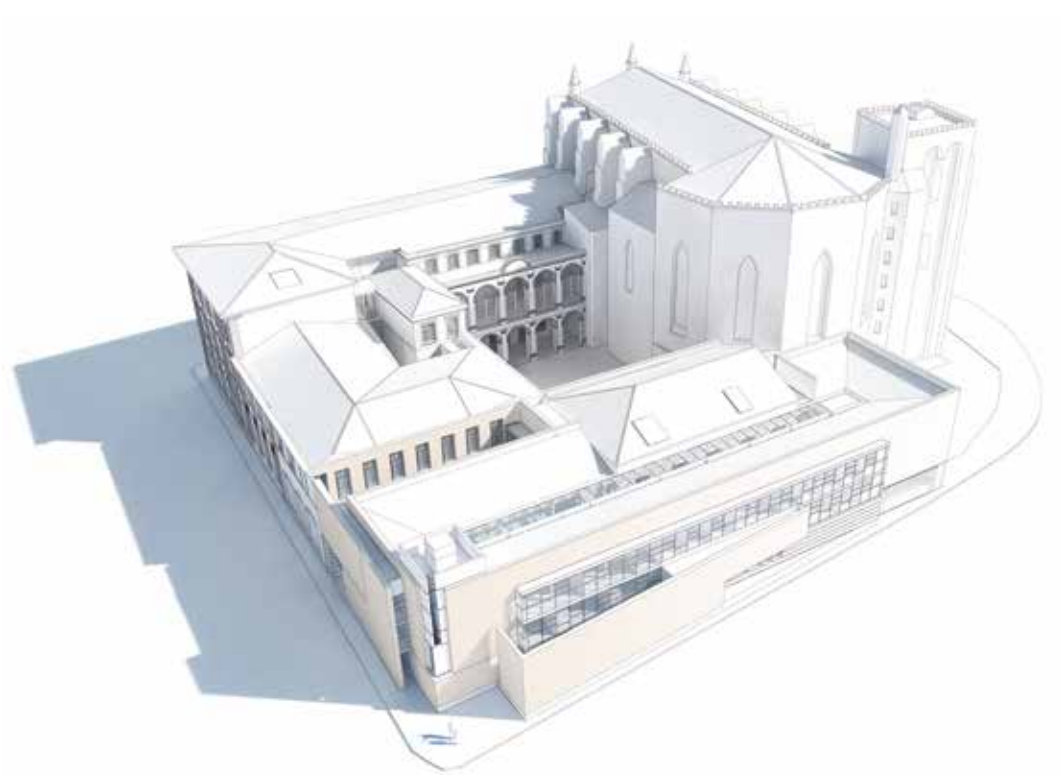
1 - Curetage de l'îlot.



2 - Terrassement du parking souterrain.

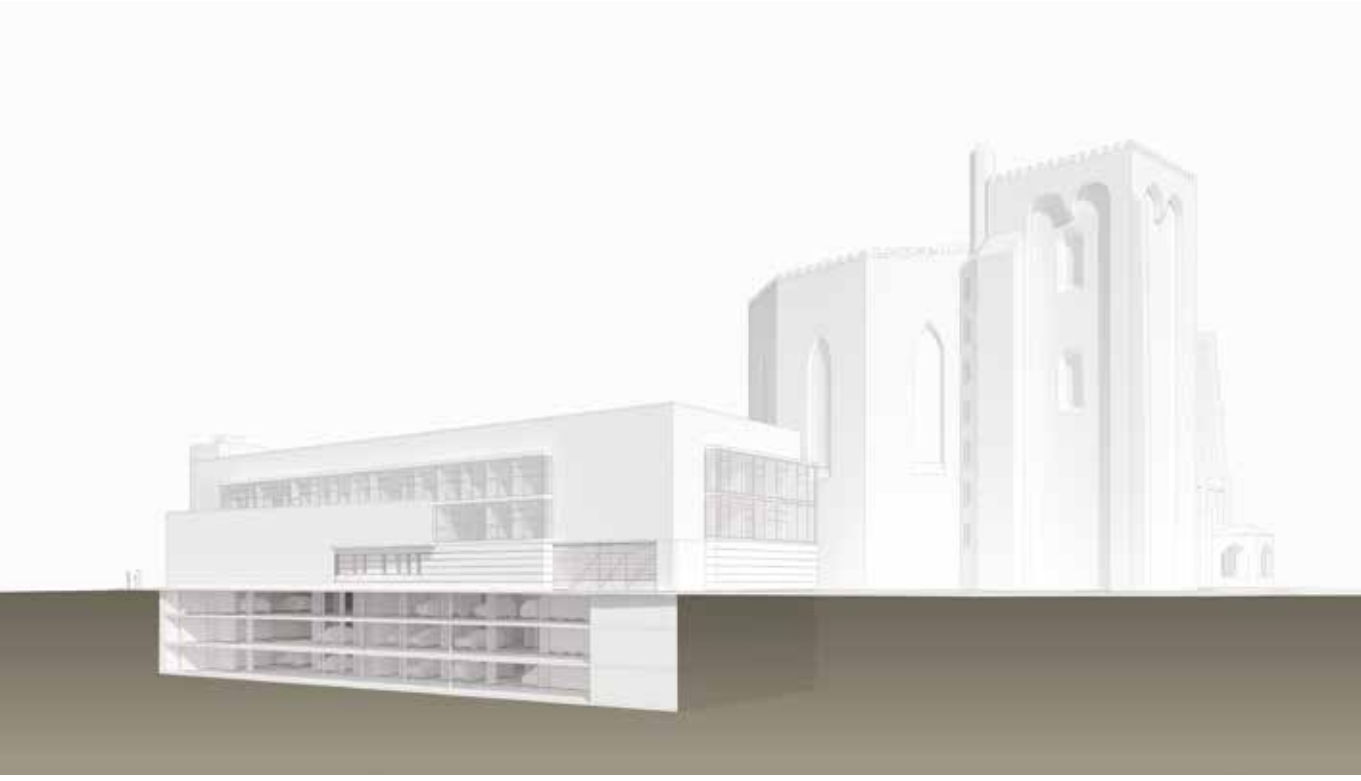


3 - Construction du bâtiment neuf.



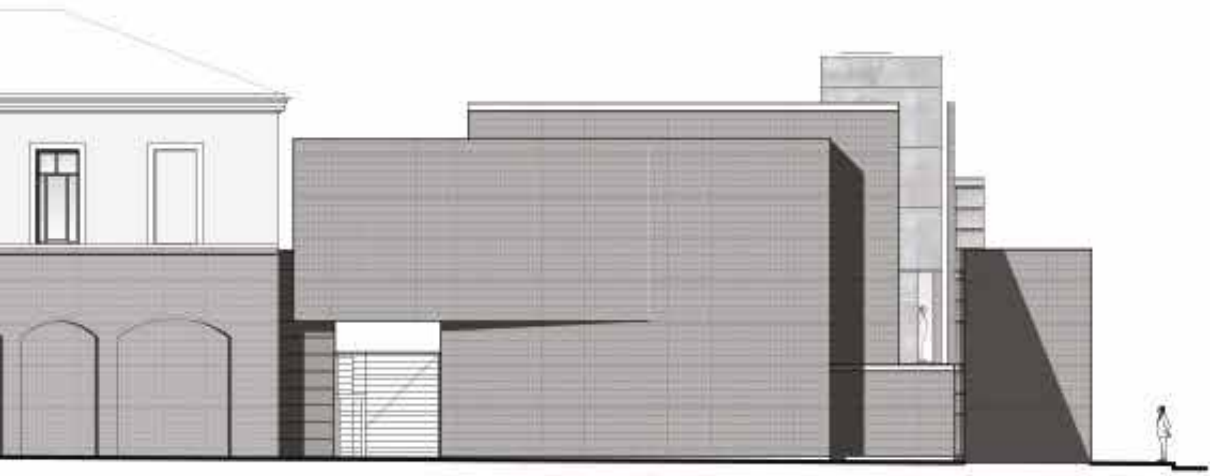
4 - État actuel.

Fouille archéologique avant la construction du bâtiment neuf.



Le creusement de trois niveaux de stationnement au pied des immeubles vétustes de la rue Saint-Rémésy, en partie sous le bâtiment historique, au-dessus du tunnel du métro, dans un site archéologiquement délicat, a nécessité des moyens techniques particulièrement complexes, longuement élaborés, des travaux minutieusement exécutés.

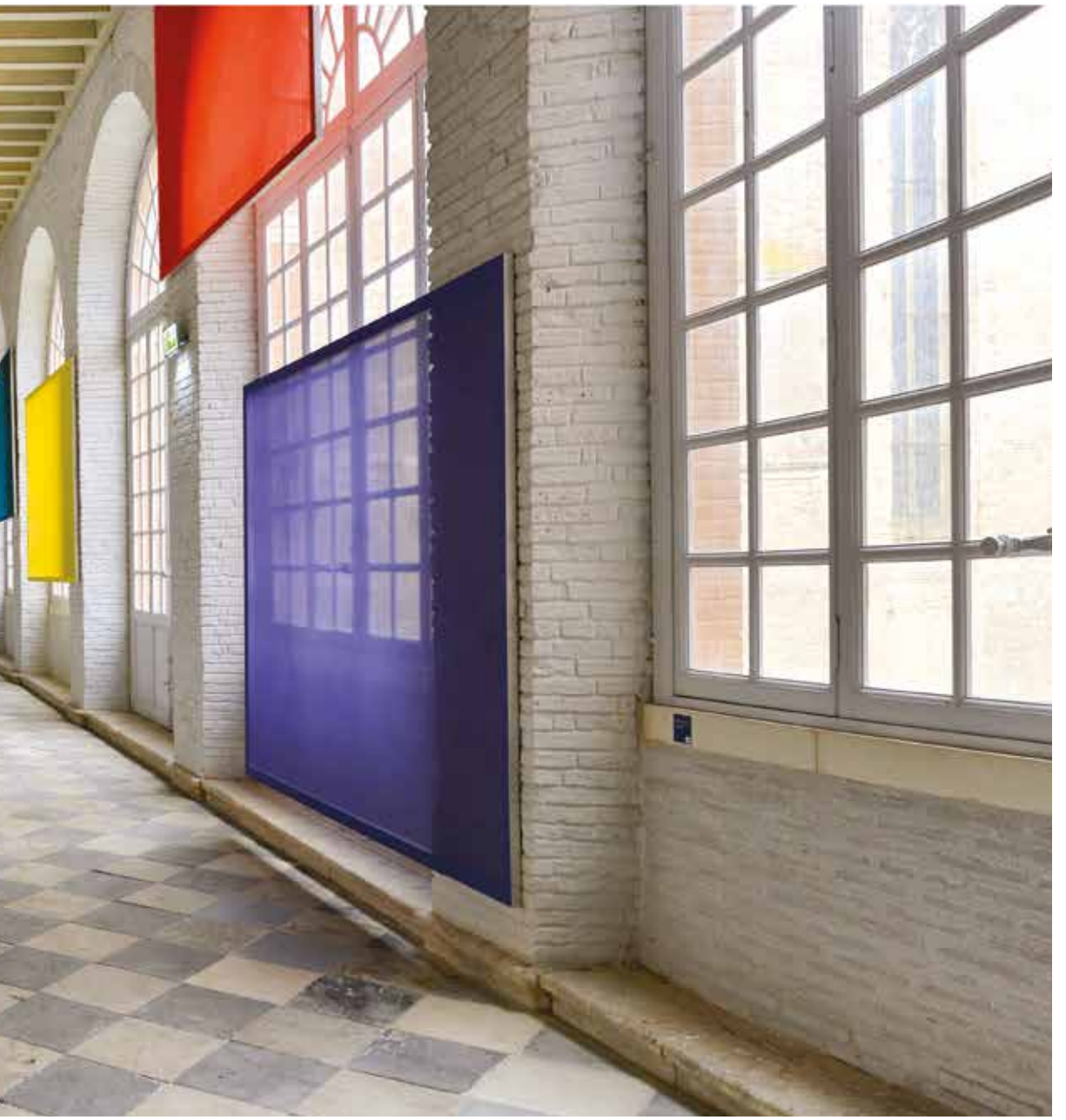
Le choix d'affirmer l'angle des rues Saint-Jean et Saint-Rémésy, sa mise en perspective depuis la place des Carmes, permettent à la fois de composer avec le principe d'horizontalité et de faire référence à l'articulation habituelle d'un immeuble d'angle tout en la transgressant par sa déconstruction sur le mode vertical. Cette mise en valeur, outre son rôle de signal urbain, permet aussi de signifier à l'extérieur le caractère institutionnel du lieu nouvellement investi par la culture.



La façade de la rue Saint-Jean, dans son état existant, matérialisait l'amorce d'un processus de déstructuration : l'œil passe d'une façade fortement rythmée par sa modénature (XVIIe siècle) à sa réduction à l'état d'épure (XIXe siècle) ; en éliminant les arcades contemporaines, il suffisait alors que la façade du projet assure l'ultime passage de l'épure à l'abstraction pour clore cette séquence et lui donner un sens, le sens de l'histoire de l'art.

La massivité des élévations, leur traitement en épaisseur, les rapports de hauteur en référence aux corniches existantes, les socles en pierre, la brique et sa mise en œuvre, autant de liens tissés entre le présent et le passé.
Le bâtiment nouveau ne se distingue que par des façades sobres et lisses, plutôt fermées et raffinées dans leurs proportions et leurs matériaux. La façade nouvelle rue Saint-Rémésy illustre le principe de la double continuité au moyen de deux plans de façade : l'un correspondant à la « frontière-clôture » de l'îlot (alignement sur rue), l'autre se référant aux directions volumétriques principales de l'hôtel.

Les aménagements intérieurs, toujours réversibles, conformes aux exigences et au confort des bâtiments tertiaires d'aujourd'hui, respectueux de l'authenticité des lieux, sont traités de manière identique dans les trois grandes entités historiques du site ; les matériaux utilisés tissent des liens de matière et de couleur et jouent ainsi un rôle fédérateur pour l'ensemble des services de la Drac.



Cécile Bart
Fenêtres sur cour
Cinq peintures / écrans, 2005

Dans la galerie située au premier étage du bâtiment ancien, l'artiste a réalisé *Fenêtres sur cour*, une œuvre prenant en compte l'architecture du XVIIIe siècle du lieu. Ici, l'artiste a souhaité restituer une ambiance lumineuse diffusée au moyen de cinq grandes peintures/écrans monochromes (rouge, jaune, gris, orange, bleu) filtrant la lumière extérieure pour donner une perception modulée de l'espace. Les peintures sont constituées d'une trame de tergal transparent (tissu dont la fonction est habituellement d'orner une pièce et de créer un filtre au regard) tendue sur un châssis métallique. Le titre, *Fenêtres sur cour*, rappelle le lien étroit établi entre l'espace et l'œuvre. L'artiste renoue ici avec la fonction classique de la galerie -le lieu où le riche propriétaire expose sa collection d'œuvres d'art- en y accrochant ses toiles : elle redevient un espace de déambulation et d'exposition. Le visiteur retrouve sa posture de flâneur et d'amateur d'art.

Cécile Bart
Classique T
Peinture / collage, 2005

Dans le bureau de direction, Cécile Bart propose *Classique T*, une peinture/collage, toujours sur de la toile tergal, dont le minimalisme et la radicalité entrent en dialogue avec le parti pris de conservation et de restauration des peintures murales et de celles des plafonds décorant initialement ce lieu.

Stéphane Calais
Les Armes
Acrylique sur toile, graph Alexis Taïeb alias Tyrsa, 2005

L'œuvre intitulée *Les Armes*, créée pour la seconde volée de l'escalier d'honneur de la Drac, est composée de deux *tondi* représentant de manière suggestive deux chevaliers. Il est possible de reconnaître une armure, une épée peut-être. La référence aux Chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, qui ont occupé les lieux, est manifeste. Chacun des *tondi* est orné de dessins décoratifs à la bombe de peinture reprenant l'esthétique du "graph", tentative de réconciliation entre culture savante et culture populaire. Ils ont été réalisés directement sur le mur par Alexis Taïeb artiste-graffeur, sous la houlette de Stéphane Calais. Ces dessins reprennent l'idée de l'enluminure, cette ornementation que l'on trouve fréquemment dans les manuscrits anciens, afin de décorer ou d'illustrer un texte.

Philippe Poupet
La Collection 210/439
Moulages / supports métalliques, 2005

L'œuvre installée au centre de documentation est un prélèvement de 210 crânes sur un total de 439 à ce jour. L'idée de l'artiste, en constituant cette "collection", était celle de l'éternel recommencement,-construire/détruire/construire-, de la vanité évoquée par l'absurdité de l'entreprise (faire des crânes), ainsi que la tentative de matérialisation du temps stratifié. Ces moulages en plâtre sont le fruit d'un protocole, ou recette, que l'artiste a mis en place avec de jeunes étudiants, qui consiste à fabriquer un moule, en creusant dans l'argile, permettant de sortir un original en plâtre, unique, représentant un crâne. Chaque geste, empreinte, chaque accident sera imprimé.
Le choix d'intégration de cette collection de crânes s'est faite par l'histoire du site : l'œuvre permet d'évoquer en particulier la crypte qui abritait les restes des Hospitaliers. Lors de la démolition de l'église, leurs ossements ont été exhumés et transférés dans une chapelle de la Dalbade voisine. Les récits de la cérémonie de translation font état de 250 crânes.

DIX ANS APRÈS...

Dix années ont passé depuis l'installation de la Drac dans les locaux de l'hôtel Saint-Jean rénové et agrandi. Cet ensemble de clichés photographiques réalisés par Jean-François Peiré offre à notre regard une déambulation sensible à la découverte de l'œuvre ainsi créée. Les mots déposés sous chacun d'eux par Dominique Watin-Grandchamp viennent souligner le caractère à la fois unique et emblématique du lieu.

Unique, parce que les partis architecturaux retenus, nourris de cet ensemble patrimonial d'exception, prolongent en les magnifiant douze siècles d'architecture. Les choix opérés par les architectes pour l'installation de la Drac nous conduisent, sans jamais les occulter, du prieuré médiéval à la plus grande halle drapière du Sud-Ouest au XIXe siècle en passant par l'hôtel classique du grand Prieur. C'est un passé assumé qui nous est donné à voir et à vivre, un double hommage au patrimoine et à la création contemporaine, les deux piliers de l'action de l'État dans le champ de la culture.

Emblématique, parce que ce lieu historique d'accueil de communautés, d'abord religieuses puis civiles, retrouve sa triple fonction d'accueil, d'espace de travail et de représentation. L'hôtel Saint-Jean est désormais l'expression, visible dans la ville, de la communauté de culture que constitue la Drac. Tout comme par les services qu'il héberge, l'ensemble ainsi rénové met en musique le dialogue entre toutes les composantes de la culture.

Dix ans après son ouverture aux agents et au public, il est désormais possible d'affirmer que l'espace assure dans les meilleures conditions les fonctions qu'il héberge et que son inscription dans le quartier de la Dalbade est réussie.

Michel Vaginay

PARCOURS PHOTOGRAPHIQUE DE JEAN-FRANÇOIS PEIRÉ

Equilibre et majesté. Le porche monumental ouvre sur la cour par un triptyque de lumière.

Quand le soleil inonde la cour, les galeries sont fardées d'ombres.

Dans la galerie d'apparat, la transparence colorée des œuvres de Cécile Bart accompagne les pas des visiteurs.

C’est à l’abri d’une aile que se fait le cheminement du passé au présent.

L'ascension du grand escalier est récompensée par un temps de repos sous un dais de lumière.

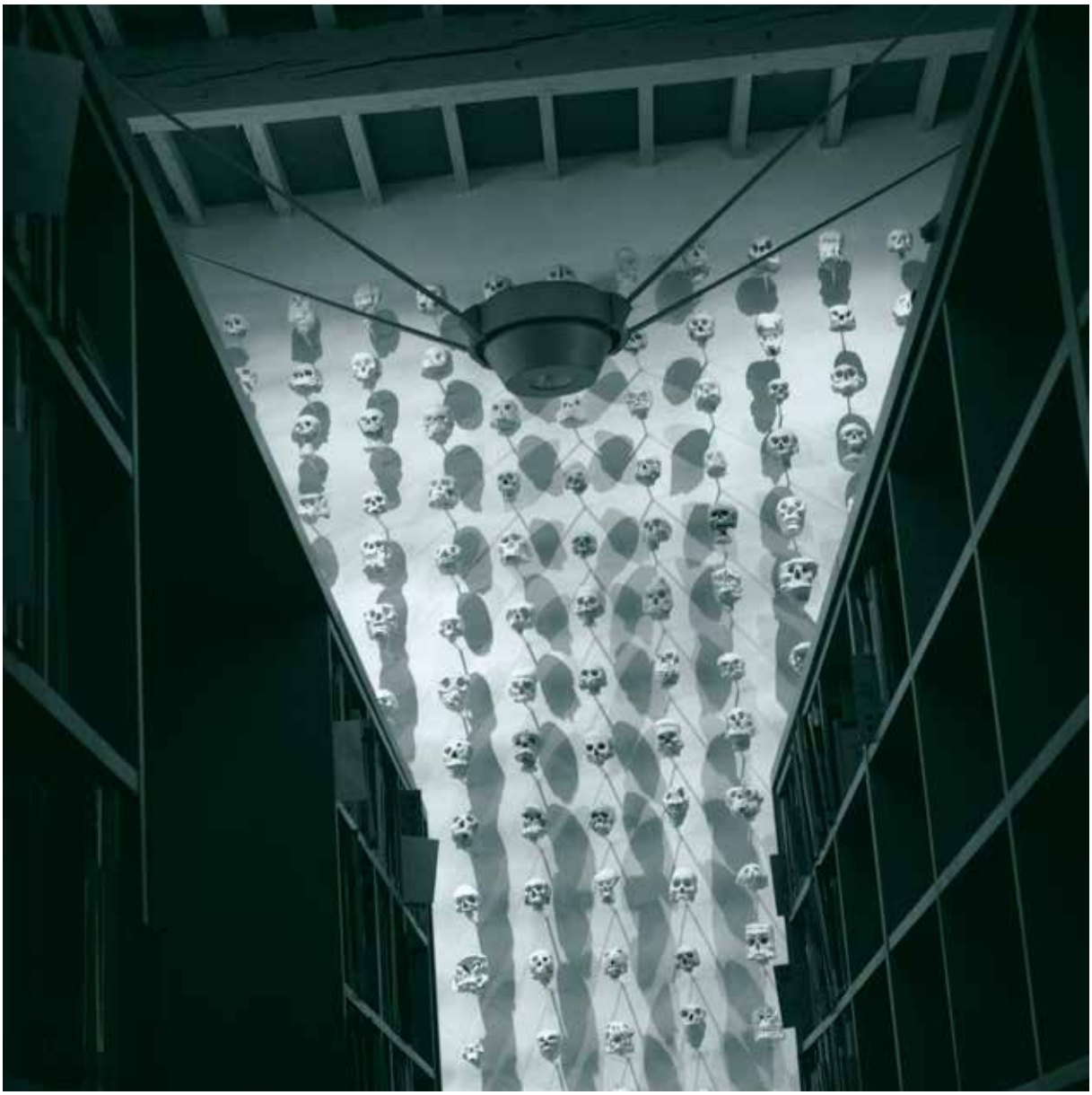
Le grand jeu des arceaux de brique qui jalonnent l'aire de la cour.

Au cœur du vaste navire caréné par l'architecte Munvez, l'ossature des coursives surfile des grandes voiles de béton.

Au zénith de l’aile contemporaine, l’acier découpe de savoureuses tranches de lumière.

Douceur des arcs et vivacité des arêtes se mêlent pour composer des cieux de brique.

En hommage à la perfection d’un nautile d’acier.



Dans une fenêtre entrebaillée sur une œuvre de Philippe Poupet : une vision ludique des vanités du monde.

« Passe-muraille », vers le monde perdu du Moyen-Âge que l'archéologie a fait renaître.

À l'ombre des couloirs les fûts d'une forêt de colonnes racontent l'histoire de la grande halle des marchands drapiers.

Dans les luxueuses écuries des chevaliers de Malte, s'affiche la page blanche d'un écran sur lequel le futur doit s'écrire.

FICHE SIGNALÉTIQUE

Concours de maîtrise d'œuvre ; 1996
Mise en service 2006
Surface 14.927 m² SHOB

Maîtrise d'ouvrage ministère de la Culture,
Coordination Philippe Moreau,
Assistance maîtrise d'ouvrage Icade G3A

MAÎTRISE D'ŒUVRE

Architectes : Jacques Munvez, Alain Castel,
Pierre-Luc Morel
Assistant : Daniel Bardet
Plasticien : Gérard Tiné
Bureau d'études techniques : OTCE
OPC : S.C.O.
Contrôle technique : Qualiconsult

Architecte en Chef des Monuments
Historiques : Bernard Voinchet (restauration
des parties classées)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE